



ST-Ericsson :
1200 suppressions d'emplois
Gel des salaires
Investissement divisé par 2

ST :
Chômage partiel en fab
Gel des salaires
Investissement divisé par 2

malgré : 110 Millions d'Euros de dividendes
48 Millions d'Euros pour les 23 principaux dirigeants
une situation financière saine

Que se passe-t-il après le CCE du 4 Juin ? Quel avenir pour notre entreprise ?

Les annonces de suppression d'emplois se succèdent : USA, Suède, Finlande... Le Comité de groupe et le CCE concernant le sort des sites français prévus initialement le 19 mai ont été repoussés au 4 juin. Pendant ce temps, les salariés sont dans l'expectative et la tendance est à l'inquiétude.

La logique financière à court terme du type « règle de trois » ayant abouti à la suppression des 1200 emplois n'a effectivement rien de rassurant ! D'autant plus qu'elle pourra être appliquée à d'autres occasions. Pour nous aujourd'hui, le risque est de perdre son emploi, et de ne pas en retrouver vu la crise.

M. CHATEL, secrétaire d'Etat à l'Industrie a qualifié les semi-conducteurs de secteur « *stratégique et en danger* » justifiant des « *mesures exceptionnelles* ».

Or l'Etat, qui est actionnaire de référence de ST, ne fait rien pour l'instant pour sauvegarder nos emplois.

Il pourrait donc être utile d'alerter les autorités et de se faire entendre par la direction pour que les emplois soient autant que possible considérés comme prioritaires. Tant que les mesures ne sont pas finalisées et annoncées, une action symbolique pourrait avoir un certain impact, surtout si tous les sites, JV et non JV se mobilisent.

Caen, Grenoble, Le Mans commencent à organiser différents événements... et Paris ?

Pour débattre du sujet, témoigner de notre inquiétude et/ou mécontentement concernant les suppressions d'emploi qui vont toucher nos collègues (et nous peut-être !), nous vous invitons à une réunion le

**MARDI 26 MAI
à 13h30 devant ST**

Cette date est par ailleurs une journée de mobilisation de toutes les organisations syndicales nationales. C'est l'occasion de nous faire entendre.

Par ailleurs, nous pourrons continuer à ajouter nos signatures à la **pétition ST nationale et intersyndicale** qui sera portée avant le 4 juin en délégation au ministère de Bercy et peser :

- **sur la Direction de ST**, pour qu'elle renonce aux suppressions d'emplois et au contraire développe une stratégie industrielle créatrice d'emplois et non purement financière et boursière
- **sur l'Etat**, pour qu'il intervienne en pérennisant la filière micro-électronique en France, en maintenant le tissu industriel et les emplois sur tout le territoire (et pas seulement en Isère), en ré-investissant fortement pour garder les compétences, et en portant les mêmes actions au niveau de l'Europe.